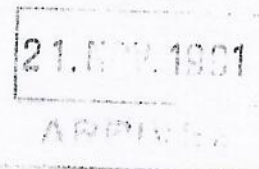




Monsieur Roland Dumas
Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires Etrangères

37, quai d'Orsay
75007 Paris

EXEMPLAIRE
UNIQUE



Monsieur le Ministre,

Au moment où la France accueille le quatrième sommet des chefs d'Etats francophones, le Comité Français pour la Défense des Droits de l'Homme et la Démocratie au Rwanda tient à exprimer son indignation devant le soutien apporté par notre pays au régime en place au Rwanda.

De nombreux témoignages émanant d'organismes internationaux tels Amnesty International, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) ou encore Reporters Sans Frontières font en effet état de graves et multiples violations des Droits de l'Homme au Rwanda (arrestations arbitraires, massacres de civils et disparitions, tortures, détentions préventives prolongées dans des conditions inhumaines, procès et condamnations hors de toute procédure légale, propagande raciste, appels à la délation, etc...).

Ces violations se sont considérablement accrues avec le début de la guerre civile qui déchire ce pays depuis le 1^o octobre 1990. Depuis cette date la France est présente militairement au Rwanda, officiellement pour protéger nos ressortissants. Or plusieurs témoignages ont mis en évidence la participation active des militaires français sur le terrain, notamment en ce qui concerne le contrôle de points stratégiques et l'interrogatoire de prisonniers.

Au nom des Droits de l'Homme auxquels la France a toujours voulu s'identifier, au nom de la démocratie à laquelle le Président François Mitterand a appelé les pays africains lors du sommet franco-africain de La Baule en juin 1990, notre comité ne peut que réitérer son indignation — sa honte — et protester vigoureusement contre le soutien politique et militaire de la France à une dictature qui n'a aucun respect pour la personne humaine et ses droits. Le retrait des troupes françaises du Rwanda serait à nos yeux un premier pas pour mettre en conformité nos valeurs et nos actes.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en nos très respectueux sentiments.

Le Président du Comité
Jean CARBONARE